

Associations et réseaux régionaux :
des outils pour analyser les processus de territorialisation des migrants
Etude comparée des Chiliens à San Carlos de Bariloche et des Boliviens à Buenos Aires

Julie Le Gall¹, Brenda Matossian²

Mots clés :

Argentine – Réseau – Association - Boliviens – Chiliens

Résumé :

L'insertion des migrants limitrophes dans les différents espaces argentins invite à s'interroger sur les liens qu'ils y tissent et les lieux qu'ils s'approprient. L'étude comparée des Chiliens de San Carlos de Bariloche et des Boliviens des ceintures maraichères de Buenos Aires permet d'analyser les processus de construction de réseaux migratoires et leur rôle dans l'interaction avec la société réceptrice. Le regroupement en associations, politiques et sociales pour les Chiliens, économiques pour les Boliviens, apparaît essentiel au déploiement des stratégies de territorialisation des migrants.

La dynamique de mobilité et d'échange qui caractérise le parcours des migrants ne doit pas occulter leur capacité à construire des territoires. Dans les lieux qu'ils traversent comme dans les lieux où ils s'installent de façon temporaire ou définitive, les migrants apportent leurs valeurs, leurs pratiques, leurs compétences, et reçoivent celles de la société qui les accueille. Dans cet échange, ils transforment l'espace où ils s'établissent (Capron et al., 2005). Ainsi, en Argentine, au cœur des dynamiques migratoires du cône sud-américain, les migrants limitrophes (Boliviens, Brésiliens, Chiliens, Paraguayens, Uruguayens) participent à la construction et la recomposition des espaces –ruraux, urbains- qu'ils investissent (Sassone, 2002b). Leur insertion dans les différents espaces argentins invite à s'interroger sur les liens qu'ils y tissent, les lieux qu'ils s'approprient, et la manière dont ils opèrent. Les théories sur les causes et effets des migrations ont évolué (Domenach, 2006; Massey, 1996) suivant les sciences sociales, l'époque et le lieu où elles sont développées. Ces dernières années, la théorie du système monde décrite par S. Sassen (1999) ou A. Portes (2001) prédomine dans la réflexion sur les processus migratoires actuels, caractérisés par la très forte mobilité des migrants, la dimension individuelle et familiale et le rôle qu'y jouent les échanges de tous types.

En ce sens, la notion de « réseau social », entendu comme le produit d'interactions entre individus dans des contextes politique, économique, social, plus larges (Hily et al., 2004), a pris une position croissante dans les études sur les migrations. On distingue d'un côté les réseaux informels qui « n'impliquent pas une adhésion volontaire et sont en cela quasiment synonymes de communauté naturelle » : ils sont fondés par exemple sur les liens de parenté ou les relations villageoises. De l'autre, les réseaux formels « sont caractérisés par une organisation qui les fonde à travers des règlements ou textes juridico administratifs » : ils sont « ouverts à l'adhésion volontaire » (Hily et al., 2004). Dans le cas de migrants, l'origine géographique commune des membres (réseaux informels) explique souvent la formation d'associations (réseaux formels), même si l'on constate par la suite un élargissement à des personnes extérieures à la communauté des migrants, ou que la fonction de l'association n'est pas spécifique aux migrants. Ces réflexions théoriques ont permis de mieux *décrire* les réseaux migratoires, mais le processus de leur construction est resté peu étudié (Hily et al., 2004). Comment les migrants se regroupent-ils ? Les mécanismes de construction de leurs

¹ Julie Le Gall, doctorante en géographie à l'UMR 8586 PRODIG, allocataire monitrice à l'Université Paris 1.

Mel : juargall@gmail.com

² Brenda Matossian, doctorante en géographie à l'Université Nationale de Cuyo (Mendoza, Argentine), boursière de troisième cycle au DIGEO-MHICIHU-CONICET.

Mel : bmatossian@yahoo.com.ar

réseaux présentent-ils des spécificités ? En observant deux groupes de migrants limitrophes en Argentine, les Chiliens de San Carlos de Bariloche³ en Patagonie et les Boliviens des ceintures maraîchères de la Région métropolitaine de Buenos Aires (Carte 1), on constate que ceux qui se sont regroupés en associations ont acquis une visibilité et un poids économique et social plus importants dans la société argentine, ce qui leur a permis de s'installer plus durablement. Les « réseaux formels » - associations – favorisent-ils le déploiement des stratégies de territorialisation des migrants ? Le choix de communautés proches par leur statut de « limitrophes » en Argentine, mais installées dans deux régions différentes et organisées en associations à vocation plutôt socio-culturelle pour les Chiliens et économique pour les Boliviens, permettra de comprendre les récurrences et spécificités de la construction des réseaux migratoires.

On montrera d'abord les schémas d'installation des migrants limitrophes et plus spécifiquement des Boliviens et des Chiliens sur le territoire argentin, puis on comparera les associations créées par les deux communautés à San Carlos de Bariloche et à Buenos Aires. L'analyse de la mise en scène des associations, de leurs revendications, et de leur réception par les Argentins permettra enfin d'évaluer le degré d'appropriation des espaces où ils se sont installés.

Des flux internationaux aux réseaux régionaux : les schémas d'installation des Chiliens et Boliviens en Argentine

Des migrations saisonnières à l'installation en Argentine

A partir de la deuxième moitié du XX^e siècle, la proportion de migrants limitrophes en Argentine dépassa celle des migrants d'outre-Atlantique, qui avaient toujours dominé jusqu'alors les flux migratoires. Leur insertion dans les différents espaces argentins a répondu à des schémas différents, selon la nationalité des migrants et leur date d'arrivée en Argentine. Les migrants boliviens furent d'abord, dans les années 1950-60, des saisonniers agricoles dans les espaces du nord et de l'ouest argentins (provinces de Salta, Jujuy et Mendoza principalement) où ils travaillaient dans les exploitations tabacoles, fruitières ou vitivinicoles. C'est à partir des années 1970 qu'ils arrivèrent dans les ceintures maraîchères⁴ des villes et de Buenos Aires (Celton, 1995) où certains s'installèrent définitivement. Aujourd'hui, un peu plus de 40% des Boliviens présents en Argentine sont situés dans la province de Buenos Aires. L'arrivée des Chiliens correspond à une logique d'échange plus ancienne. Bien avant la constitution des Etats-nations, il existait entre le Chili et l'Argentine des échanges nombreux, de type commercial principalement, dans les espaces des actuelles provinces de Mendoza et Neuquén, qui jouxtent la frontière entre les deux pays. Au milieu du XX^e siècle, ces flux se diversifièrent vers d'autres provinces de la Patagonie (Río Negro, Chubut, Santa Cruz, Tierra de Fuego) et vers la province de Buenos Aires, notamment dans les villes de Mar del Plata, Bahía Blanca, et Buenos Aires. Aujourd'hui, plus de la moitié des migrants chiliens est concentrée dans les provinces de la Patagonie tandis qu'un tiers est installé dans l'espace métropolitain de Buenos Aires.

Ainsi, les flux des Chiliens et Boliviens en Argentine répondirent dans un premier temps à des logiques d'échanges saisonniers et réguliers, dont la destination « finale » fut ensuite pour beaucoup les espaces périphériques des villes, ruraux et urbains pour les Boliviens, urbains, pour les Chiliens.

³ Par commodité, on emploiera aussi le nom « Bariloche » pour parler de cette ville.

⁴ Soit l'espace de la région métropolitaine occupé par les cultures maraîchères, qui entoure l'espace urbanisé, parfois jusqu'à plus de 60 km du centre.

Migrants politiques, migrants économiques :
l'insertion des migrants à San Carlos de Bariloche et Buenos Aires

La part des Chiliens et Boliviens dans la population totale de San Carlos de Bariloche et Buenos Aires (respectivement) est peu importante, mais leur participation à la population étrangère est remarquable, puisque les Chiliens à Bariloche en représentent 80%, et les Boliviens à Buenos Aires 13% (Tableau 1). Leur installation lors des trois dernières décennies s'inscrit dans les contextes économiques et politiques de l'Argentine, du Chili et de la Bolivie. La présence des migrants Chiliens s'explique par des raisons politiques, tandis que celle des Boliviens est plutôt liée à des facteurs économiques.

Troisième métropole d'Amérique latine avec 13 millions d'habitants, Buenos Aires constitue le principal centre démographique et économique de l'Argentine puisqu'elle représente 38 % de sa population et 55 % de son PIB. La région métropolitaine dispose de la plus forte demande en légumes frais du pays, comblée de 60 à 90 % (selon les saisons) par les productions de sa ceinture maraîchère (Benencia, 2004). Les Boliviens présentent la particularité, par rapport à la majorité des migrants limitrophes installés à Buenos Aires, de ne pas travailler seulement dans les secteurs du textile, de l'emploi domestique ou de la construction. En trois décennies, ils sont devenus les principaux acteurs des activités de production maraîchère, ont réussi à accéder aux réseaux de commercialisation, détaillant comme grossistes, et ont créé leurs propres structures commerciales. Attirés par le différentiel économique entre la Bolivie et l'Argentine et une législation favorable, les Boliviens vinrent surtout entre 1985 et 2000⁵. La conjoncture socio-économique spécifique au secteur maraîcher (crise dans la production ; départ des commerçants) explique aussi leurs facilités d'insertion (Benencia, 1997a).

San Carlos de Bariloche est une ville de rang intermédiaire d'environ 120 000 habitants, dont la population est composée par un fort pourcentage de personnes venues de l'étranger⁶. On distingue généralement deux grandes périodes d'entrée de population chilienne en Argentine, venue pour des motifs soit politiques soit économiques : la première durant la dictature militaire de Pinochet après le coup d'Etat contre Salvador Allende en 1973 ; la seconde dans les années 1980, lorsque l'on assiste au retour de la démocratie en Argentine et que le Chili doit faire face à des problèmes aigus de chômage. Les Chiliens à San Carlos de Bariloche se sont insérés surtout dans le secteur de la construction, où leur excellence est reconnue à tous les niveaux : ouvriers, maçons, charpentiers, peintres.

Du fait de la taille et du statut des deux villes, les possibilités d'offre d'emploi ne sont pas identiques à Buenos Aires et à San Carlos de Bariloche : les Boliviens ont pu s'insérer dans d'autres secteurs que l'activité maraîchère alors que les Chiliens se sont concentrés dans le seul secteur de la construction. Dans les deux cas, leur emprise économique et sociale s'accompagna de leur implantation spatiale croissante dans l'espace urbain ou métropolitain.

Des réseaux migratoires familiaux, communautaires, d'échelle régionale

Les réseaux migratoires ont été essentiels au déploiement des Boliviens et Chiliens en Argentine et dans les espaces étudiés. Ils présentent des dimensions différentes selon les deux communautés

San Carlos de Bariloche fut liée dès ses origines à l'autre côté de la Cordillère des Andes pour les échanges qui s'y développaient de part et d'autre, tandis que le contact avec les centres urbains administratifs de la Province de Río Negro était rare et compliqué. La majorité des Chiliens résidant à San Carlos de Bariloche sont originaires des villes de la Xème Région

⁵ Ils profitèrent des réformes politiques et économiques : (entre autres) instauration d'un gouvernement démocratique en 1983, élection de Carlos Ménem à la présidence qui favorisa des réformes libérales (notamment la parité peso-dollar en 1991), et prononça plusieurs décrets de régularisation massive de migrants.

⁶ Notamment Allemands, Italiens, Espagnols, Suisses, Chiliens, et Argentins venus d'autres provinces.

chilienne des lacs, principalement de Osorno, Puerto Montt et Valdivia. La distance entre Bariloche et ces villes est relativement moyenne (entre 400 et 600 km)⁷ comparée avec celle des principales villes argentines (1600 km de Buenos Aires, 800 km de Viedma -Río Negro). Les liens avec la famille et les amis, et les retours pour leur rendre visite sont ainsi facilités. Cette proximité permet de conserver des contacts avec le lieu de naissance plusieurs fois par an, pour ceux qui ont migré comme pour ceux qui sont restés. Cette proximité physique, historique et la fréquence des relations invitent à parler de réseaux transfrontaliers *et* régionaux pour les Chiliens de San Carlos de Bariloche.

La distance entre Buenos Aires et la Bolivie explique que les liens avec le pays d'origine soient moins fréquents pour les Boliviens de Buenos Aires que pour les Chiliens de Bariloche. Le coût et le temps du voyage limitent ces déplacements, qui sont réduits à une visite tous les trois à quatre ans, et au plus, pour les plus aisés, une fois l'an. De nombreux Boliviens ne sont jamais retournés en Bolivie, et quand ils voyagent, ce sont les chefs de famille qui partent, très rarement les enfants⁸. Toutefois, l'absence de voyage n'est pas synonyme d'absence de liens avec la Bolivie : on peut parler de réseaux transnationaux. La dimension transnationale des migrations, abordée par des auteurs comme Pries (1997), Guarnizo et Smith (1998), et Portes (2001), met en évidence des nouveaux comportements entre espaces de départ et d'arrivée. Les migrants conservent des liens entre les différents lieux où sont implantés les membres de leur sphère familiale (Sassone et al., 2004). Ainsi, dans une dialectique géographique qui combine les échelles locale et globale, les migrants boliviens vivent dans deux territoires à la fois, celui d'ici (*el aquí*) et de là-bas (*el allá*), en maintenant toutes sortes de liens⁹ (Sassone, 2002a). De plus, les trajectoires professionnelles des Boliviens de l'activité maraîchère ont entraîné le développement de réseaux économiques régionaux. Leur ascension sociale (Benencia, 1997b), du poste d'ouvrier agricole ou de vendeuse ambulante de légumes à celui de commerçant(e) dans un marché de gros, a créé un lien inédit entre espaces de production et espaces de commercialisation, grossiste et détaillante. Vecteurs de l'activité maraîchère, les Boliviens ont tissé des réseaux dans l'ensemble des espaces périphériques de la région de Buenos Aires.

Les réseaux régionaux sur lesquels se sont appuyés les Boliviens et les Chiliens leur ont permis de s'installer en Argentine et d'entrer en interaction avec la société réceptrice. Ils ont été construits par des relations familiales et entre personnes de même origine. A San Carlos de Bariloche, ces relations influencèrent le choix des nouveaux arrivants de s'installer dans certains quartiers résidentiels de la périphérie. Aux moments d'affluence massive des Chiliens, les compatriotes et les familles déjà en Argentine aidaient les nouveaux arrivants pour les besoins de première nécessité : un lit, une orientation dans la ville, une opportunité de travail. Dans la région métropolitaine de Buenos Aires, les Boliviens se sont appuyés sur des proches ou sur les membres de leur communauté (*los paisanos*) pour accéder aux lieux de production et surtout aux emplacements des espaces de commercialisation. Ces réseaux familiaux et communautaires renforcèrent la présence des migrants limitrophes sur un même lieu : certains quartiers de la périphérie de San Carlos de Bariloche (principalement San Francisco II y III au sud-est, Arrayanes au sud, et El Frutillar au sud-ouest) présentent un fort pourcentage d'habitants nés au Chili ; certains espaces agricoles de la périphérie (éloignée : Escobar, Pilar, Luján, La Plata) et certains marchés de gros (la Matanza, Florencio Varela) sont occupés presque entièrement par des Boliviens ou leurs enfants. Ces regroupements sur

⁷ Il s'agit de la moyenne entre les centres urbains les plus proches *de la Patagonie* (autour de 400 km).

⁸ Exception faite dans les meilleures années de la décennie 1990 : la parité peso-dollar permettait à certains Boliviens de prendre l'avion pour rentrer, et plus fréquemment.

⁹ Envoi d'argent pour la construction de maisons, l'achat d'un camion, l'aménagement d'un local dont s'occupe un membre de leur famille ; maintien de leurs coutumes alimentaires, religieuses, vestimentaires, festives dans leur quartier de Buenos Aires.

un même espace, autour d'une même origine (politique, communautaire) ou d'une même activité économique, incitent à formaliser les liens établis à travers la création d'associations.

Les associations, des formes d'organisation essentielles aux migrants

Les réseaux informels expliquent la direction des flux des migrants et leur installation dans un espace déterminé, mais c'est à la lumière des réseaux formels qu'ils dessinent, organisations ou associations, que l'on comprend leur processus de participation et d'intégration dans la société réceptrice (Santillo). Travailler sur les associations permet de mieux étudier les formes d'organisation des migrants au-delà de leurs relations individuelles et familiales, et d'observer quelles nouvelles portes leur ouvre le regroupement. Comparer les Chiliens de Bariloche et les Boliviens de Buenos Aires donne l'occasion d'étudier deux types d'associations différentes, qui s'appuient sur la même ambition de leurs membres, s'installer en Argentine.

*Associations sociales et politiques, associations économiques :
des spécificités selon les migrants ?*

Pour classer les associations, on peut s'appuyer sur les critères qui fédèrent leurs membres : l'origine géographique, le motif du regroupement (sportif, social, culturel, politique, religieux, type d'activité particulière, financier parfois), les moyens de communication (radio, réunions). A San Carlos de Bariloche, les associations chiliennes sont de type social, culturel et politique. Les associations intracommunautaires sont de type socio-culturel, représentées dans cette étude par le Cercle chilien Gabriel Mistral (*Círculo Chileno Gabriel Mistral*), et de type politique comme la Commission pour l'hommage à Salvador Allende (*Comisión de Homenaje a Salvador Allende*), la Commission des exonérés politiques (*Comisión de Exonerados Políticos*) et la Fondation Salvador Allende de Bariloche (*Fundación Salvador Allende de Bariloche*). Les Chiliens sont aussi présents dans les associations extracommunautaires de voisinage (*Juntas Vecinales*) reconnues par la municipalité. Ce sont des instances intermédiaires entre les quartiers et le pouvoir communal pour définir et gérer leurs besoins, qui ne mettent pas en avant l'origine des migrants puisque l'association se doit répondre avant tout à l'intérêt de tous les habitants (quelle que soit leur nationalité) du quartier. Toutefois, selon le quartier, une histoire migratoire commune peut avoir renforcé les liens des Chiliens au sein de ces associations, par exemple lorsque les Chiliens ont été installés dans un quartier de force par les autorités municipales (*relocalización forzada*) et que tous ont travaillé à sa construction et à sa connexion.

Dans la ceinture maraîchère de Buenos Aires, des producteurs ou ex-producteurs se sont regroupées en association pour fonder un lieu de commercialisation, un marché de gros. Certaines, vue leur orientation économique, sont des coopératives, des entreprises, c'est-à-dire des entités qui évoquent un travail en commun. On peut citer par exemple « Norchichas Potosí S.R.L » (entreprise) dans le département de Florencio Varela, « Dos de Septiembre » (coopérative) à Pilar. Dans d'autres associations, le marché de gros est une activité parmi d'autres, comme en témoigne leur nom qui ne met pas en avant le regroupement économique mais la communauté. Ainsi, on peut citer la « CBE, Comunidad Boliviana de Escobar », à Escobar, l'une des premières à créer un marché de gros (Photo 1b) ou la « Colectividad boliviana » dans le département de Luján. La place de l'activité de commercialisation indique aussi la date de création de ces associations. Les associations créées dans les années 1970 et surtout 1980 ont d'abord une histoire socio-culturelle : par exemple « La colectividad Boliviana Virgén de Copacabana » à Morón fut créée comme une association de résidents, et ce n'est qu'après 2003 qu'elle a ouvert un marché de gros. Les associations nées après 1995, comme à Florencio Varela, sont principalement dédiées à l'activité maraîchère.

Alors qu'il existe à Buenos Aires d'autres associations de Boliviens que les associations économiques, on ne trouve pas d'autres associations de Chiliens à San Carlos de Bariloche. Inversement, le type « association politique » n'est jamais référencé pour les Boliviens. Plusieurs hypothèses pourraient expliquer les spécificités des associations boliviennes et chiliennes. On pourrait d'abord penser à la différence de taille entre les deux villes, mais, si les associations chiliennes sont certes beaucoup plus nombreuses et diverses à Buenos Aires, aucune étude ne mentionne d'association économique de Chiliens (Baeza, 2005; Santillo). Le caractère urbain ou rural du lieu d'implantation pourrait aussi faire la différence, mais les études portant sur les travailleurs agricoles chiliens, tout en reconnaissant que l'entraide est plus forte dans les espaces ruraux, ne mentionnent pas non plus d'expériences associatives. Il apparaît plus satisfaisant d'observer les parcours spécifiques de chacune des communautés pour expliquer l'existence de tel ou tel type d'association. C'est bien la situation d'exilé politique de nombreux migrants suite au coup d'Etat de Pinochet au Chili en 1973 qui a engendré la formation d'associations spécifiquement politiques. La pensée socialiste d'Allende (compromis, lutte pour l'égalité), a pu aussi influencer la participation aux associations de voisinage. Quant aux associations boliviennes, leurs noms-mêmes (« colectividad », « comunidad ») rappellent qu'en Bolivie, la communauté a un sens très fort. Elle génère des formes d'organisation sociales spécifiques (hiérarchies, réseaux d'entraide), héritées des traditions andines et encore très prégnantes en milieu rural. Ces héritages culturels, transportés par les migrants, pourraient expliquer la plus grande propension des Boliviens à s'organiser en groupes que les Chiliens, quel que soit le domaine. M. Santillo remarque ainsi : « Rares sont les collectivités comme celle des Boliviens en Argentine, qui constituent des réseaux sociaux aussi actifs et permanents » (Santillo). La conception de la communauté chez les Chiliens ne serait pas aussi solidaire que chez les Boliviens, comme le remarquent les Chiliens de San Carlos de Bariloche interrogés à ce sujet. Mettre en regard les mécanismes qui conduisent aux différentes d'organisation présente l'intérêt de repérer les spécificités de chaque communauté. Au-delà, les intérêts en jeu présentent de fortes similitudes.

Les intérêts en jeu : des premières nécessités aux prêts du gouvernement

Les associations existent en premier lieu pour répondre aux intérêts précis, aux besoins concrets des migrants. Ainsi, le Cercle chilien Gabriel Mistral joua un rôle très important dans les décennies où l'afflux de Chiliens était le plus fort, car il proposait un service téléphonique pour que le nouvel arrivant puisse contacter les membres de sa famille ou ses amis dans la ville. Le siège de l'association étant situé au centre ville, ce service était une première nécessité facile d'accès. De même, les associations de voisinage menèrent plusieurs actions de front : dans le quartier d'Arrayanes, les associations commencèrent par nettoyer le terrain ; dans les autres quartiers, elles informaient les Chiliens sur l'achat possible de parcelles, et proposaient des conseils pour avoir un prêt, notamment lors de l'hyperinflation des années 1986-87. De leur côté, les associations politiques cherchent toujours à obtenir le droit de vote aux élections présidentielles chiliennes pour les ressortissants chiliens en Argentine. Tous les ans, au moment de la fête de l'indépendance chilienne, est lue à ce sujet une lettre envoyée par le président chilien aux compatriotes situés à l'étranger¹⁰, mais jusqu'à présent, rien n'a encore été octroyé. Les associations sont aussi présentes pour commémorer les événements importants et faire en sorte que la mémoire, l'héritage politique, culturel, du pays soit transmis. Le cercle organise chaque année les commémorations pour l'indépendance chilienne, tandis que des associations politiques organisent les cérémonies autour de la date de l'assassinat de Salvador Allende. D'autres associations prétendent avoir un rôle économique,

¹⁰ La présidente Michelle Bachelet promet durant sa campagne d'octroyer enfin ce droit de vote.

comme la communauté bolivienne d'Escobar qui se présente sur le site internet de la communauté bolivienne argentine comme une « réponse à la crise argentine »¹¹. L'argument principal pour ouvrir et habilitier un marché de gros est en effet la source d'emplois qu'il représente pour le secteur géographique où il est implanté. Il est question de 500 emplois à Pilar (entre les 160 emplacements, les 150 producteurs associés et les métiers annexes), de 250 à Luján, et de 700 personnes concernées à Florencio Varela (sous réserve que le marché soit habilité).

Le statut d'association est aussi le moyen d'obtenir des contacts et des financements pour des plans extracommunautaires. Les associations servent de relais entre les migrants individuels et les autorités locales, municipales, provinciales, afin d'obtenir des garanties. Dans le cas des migrants boliviens, l'aval des autorités municipales et départementales est nécessaire pour obtenir le décret d'habilitation d'un marché de gros, condition par ailleurs nécessaire à la participation à des projets du gouvernement. Ainsi, à Pilar, en août 2006, le marché de la Coopérative « Dos de septiembre » a reçu après trois ans d'échanges entre producteurs, municipalité et gouvernement, une subvention de 400 000 AR\$ pour construire un hangar de 2000 m², et « régulariser la situation du marché ». Cet argent a été octroyé par le programme du gouvernement « Manos a la obra », qui promeut des projets productifs dans les secteurs économiques émergents. Le Ministère de l'agriculture doit apporter une assistance technique, une aide au renforcement de l'activité commerciale et des organisations de producteurs (marché, coopérative). Ce projet intégral est développé dans le cadre du programme « Cambio Rural Bonaerense » qui vise à renforcer les organisations du secteur maraîcher de Buenos Aires (Nussbaumer, 2002).

Les associations de migrants étudiées ont des effets d'entraînement sur le reste de l'espace : leur rôle a été et demeure essentiel pour la construction des périphéries des villes. Dans la périphérie de Buenos Aires, B. Nussbaumer (2002) rappelle que « les alliances de producteurs à des fins économiques sont peu communes et ont été mises en place par des producteurs non traditionnels de la zone ». Les nouveaux acteurs, seuls ou avec l'aide des institutions, ont fait émerger des initiatives de groupe : les Boliviens, « petits agriculteurs familiaux » avec une identité commune forte, ont participé à la restructuration des espaces maraîchers, en reprenant l'activité laissée par les agriculteurs argentins, en mettant en valeur les marges plus reculées et en y créant des structures de commercialisation. A San Carlos de Barriloche, les Chiliens se sont installés dans des quartiers vierges, parfois même impropres à la construction. Ils ont participé à la mise en valeur des nouveaux terrains, à l'essor de la ville, et à la création d'un tissu social finement maillé par des réseaux qui n'existaient pas auparavant. Les migrants participent à la construction des territoires urbains et périurbains des villes argentines. Etre regroupés en associations permet une implantation d'autant plus forte qu'elle est organisée et raccorde ces territoires à l'espace local. Les associations devraient permettre une interaction plus forte avec la société argentine.

Expériences associatives et territoires

Par leurs activités, les Chiliens et les Boliviens recréent du lien entre les différents espaces des villes. Les associations renforcent leur présence dans la ville et leur participation à la constitution de territoires urbains, ce qui n'est pas toujours bien accueilli par les Argentins.

¹¹ «La comunidad boliviana en Escobar, una respuesta a la crisis argentina». <<http://www.comunidadboliviana.com.ar/shop/otraspaginas.asp?pagina=17>>

Un lieu, des dates de rencontre, un héros : la mise en scène des migrants

Créer des associations et les nommer est une première étape ; leur mise en scène dans l'espace argentin en est une autre. Tout d'abord, obtenir un espace physique, un lieu de réunion, est un pas nécessaire qui marque l'installation des associations de façon plus ostentatoire que ne le font les individus isolés. Le Cercle chilien Gabriela Mistral dispose d'un grand hangar doté d'un salon avec une scène, d'un bar, d'une cuisine et de toilettes. Les associations de voisinage ont des petites maisons qui font aussi office de salle de premiers secours et de lieu de distribution de nourriture pour les bénéficiaires des plans sociaux. Le lieu d'implantation de ces associations est révélateur des possibilités de contact avec la société argentine et de la marge d'action recherchée : le siège du Cercle chilien est en plein centre ville de Bariloche, non loin de l'un des deux principaux centres commerciaux de la ville, fréquenté par la population résidente de classe sociale moyenne ; les associations de voisinage sont installées au coeur des quartiers. On en déduit facilement que les associations culturelles développent leur action à l'échelle de la ville, tandis que les associations de voisinage agissent à l'échelle intra-urbaine ; les premières vont s'impliquer plutôt dans des relations publiques avec les autorités, les secondes agissent auprès des habitants. De leur côté, les Boliviens ont aussi installé les marchés dans des très grands hangars qui disposent également de bureaux pour l'administration. Par contre, les événements spéciaux, les rencontres, se déroulent dans les locaux d'autres associations de la communauté bolivienne (club de sports, association culturelle...).

Les lieux des associations portent les signes d'appartenance de leurs migrants : le drapeau et les couleurs du pays (Photo 1), la photo des dirigeants politiques (Evo Morales, Michelle Bachelet) (Photo 2). On perçoit la volonté de délimiter des territoires dans l'espace argentin : Boliviens et Chiliens créent des micro territoires locaux. Cette appropriation n'est pas synonyme d'un refus de l'échange, comme en témoignent les drapeaux des pays entrecroisés ou mis à regard (Photo 3). Pour les Chiliens, la localisation-même de l'association illustre l'établissement d'une connexion avec la société argentine au centre ville ou au sein des quartiers.

Ces lieux s'animent à certaines dates précises. Les associations de Chiliens à Bariloche se réunissent pour des occasions spéciales où ils invitent les autres membres de la communauté chilienne, les représentants des institutions, et les habitants de la ville. Il s'agit par exemple des festivités nocturnes de *la Ramada*, autour du 18 septembre de chaque année¹². Pour les associations de type politique, le moment clé est le 11 septembre, en commémoration du coup d'Etat et de l'assassinat de Salvador Allende. Les festivités diffèrent selon les associations, mais on peut retenir des constantes : invitation de groupes de danse et de musiciens des localités chiliennes proches (Osorno, Puerto Montt), vente d'*empanadas* chiliennes¹³, discours des dirigeants (Photo 2a ; Photo 3b). Le cas des marchés boliviens est particulier car il est animé tous les jours, et est témoin au quotidien des échanges entre producteurs boliviens et commerçants argentins, entre commerçants boliviens et argentins. Les jours particuliers sont ceux de signature d'accords, ou les jours de fête, mais, à part pour la vente de produits alimentaires spécifiques¹⁴, ils ont peu d'influence sur la vie quotidienne du marché. Au total, comparer ces deux communautés et ces deux types d'associations nous montre que le contact avec la société réceptrice peut être très ponctuel et démonstratif, mais aussi quotidien, régulier, silencieux. On peut relier territorialisation et associations : quand ces associations sont très localisées, ou dans les moments de fêtes, lorsque les sièges des associations et l'espace public où a lieu la cérémonie sont appropriés.

¹²Les fêtes commémorent la première étape de la proclamation de l'indépendance en 1810.

¹³ Les empanadas sont des chaussons de pâte à pain, garnies de viande, parfois de légumes, de maïs. Les empanadas chiliennes sont plus grosses que les empanadas argentines.

¹⁴ Par exemple, des "niños de pan", des bébés en pain pour le 2 novembre.

Dans ces moments-là, dans ces lieux, l'interaction avec la société réceptrice est maximale. Sont alors convoqués des figures et des symboles qui rappellent les liens existant entre les deux pays : Bolivar et la Patria grande pour les Boliviens, le Général San Martín pour les Chiliens. Le projet du révolutionnaire Simon Bolivar de créer « des Etats-Unis d'Amérique du Sud » est repris par exemple lors des rencontres entre les associations et les autorités, ou pour se défendre contre les attaques faites aux migrants. A Escobar, la Collectivité bolivienne dénonce les critiques signalant que les Boliviens prendraient le travail des Argentins, et justifie son rôle dans la construction des périphéries. « Nous sommes venus en Argentine non dans le but d'usurper le travail de qui que ce soit mais nous parions sur l'Argentine car nous en faisons partie, sans oublier nos racines. » En pleine polémique pour l'ouverture d'un marché par des Boliviens à Florencio Varela, le journal local publie en 2006 une lettre d'un citoyen argentin d'origine bolivienne à Evo Morales, le président de Bolivie, qui écrit : « un jour nous pourrons nous donner cette accolade qu'ont rêvée Bolivar et San Martín, nous voulons une Amérique latine pour les latino-américains, pleine de justice et d'intégration sociale. (...) Nous continuerons à lutter pour une Amérique latine qui inclue tout le monde. » Les Chiliens, lorsqu'ils ont besoin de « fraterniser » avec les Argentins convoquent la figure du Général San Martín, qui libéra les deux pays : la fête de San Martín donne lieu au fleurissement du monument en son honneur, sur la grande place centrale de la ville, en plein coeur du quartier touristique, face au lac (Photo 1a). Les Chiliens dans leurs discours n'emploient pas l'idée de la Grande Patrie¹⁵ : il est certain que dans leur cas, ce discours unifiant, fraternel, est limité par les rancoeurs de la Guerre des Malouines (1982), où le Chili soutint l'Angleterre contre l'Argentine.

Ce décalage entre discours intégrateur et pratique de l'intégration nous invite à travailler sur la réception par le public argentin de la mise en scène des migrants : l'appropriation de l'espace argentin par les migrants limitrophes ne va pas de soi. La réception du public est limitée, et parfois très froide.

Indifférence, bâtons dans les roues, conflits : un accueil mitigé

L'obtention d'un espace pour les associations relève d'un véritable parcours du combattant, qui laisse entrevoir une attitude de rejet envers les migrants. Ainsi, les archives de la presse locale ou du ministère de l'agriculture font régulièrement écho aux signatures ou refus d'ouverture des marchés de gros. A Florencio Varela, l'association de Boliviens « Norchichas Potosí S.R.L » commença les démarches en 1997 pour obtenir un terrain et un prêt : il lui fallut plus de quatre ans de négociations pour aboutir à la construction du marché. Une seconde longue période de plus de quatre ans fut ensuite nécessaire à l'obtention du décret d'habilitation. On ne comptait plus les rencontres entre les dirigeants de Norchichas Potosí, les autorités municipales et provinciales, les voisins, les avocats, les renvois de la faute sur les uns ou les autres, ni les pétitions et les conflits locaux créés par l'affaire. Pour justifier tant de délai, plusieurs « excuses » furent mises en avant. Sur le terrain « abandonné » du marché eurent lieu des actes de violence, des viols, qui créèrent des peurs dans la localité (alors même que le marché était abandonné parce qu'il n'avait pas reçu l'habilitation) ; les plaintes portaient aussi sur le fait que les camions des producteurs risquent d'abîmer les chemins non asphaltés, qui mènent à d'autres exploitations que celles des Boliviens. Une pétition fut signée contre l'habilitation, sous le prétexte de ces routes d'accès, mais en creusant un peu l'affaire, les enjeux apparaissaient tout autres : il existait déjà un autre marché de gros, qui craignait la concurrence ; les voisins qui signèrent vivaient à un ou deux kilomètres du marché, qui ne les dérangeait pas, et la personne qui organisa le soulèvement local contre le marché n'était autre

¹⁵ Les Chiliens emploient aussi le concept de XIVème Région chilienne (« Chile somos todos ») pour désigner l'ensemble des Chiliens vivant à l'étranger, mais plutôt pour revendiquer leurs droits face au gouvernement chilien que devant le gouvernement argentin.

qu'un ami proche du directeur de l'autre marché. A Escobar aussi eurent lieu des conflits avec le voisinage, des plaintes sur la sécurité de la zone, des vols, des dénonciations de clandestins (Photo 3a). Dans bon nombre de cas, il s'agit plus de rumeurs et préjugés que de faits avérés : la création d'un marché de gros soulève des enjeux économiques importants qui suscitent des craintes de voir arriver des concurrents. On peut parler dans les marchés de gros préexistants, d'une « appropriation silencieuse » (Le Gall, 2007), au sens où l'insertion individuelle des Boliviens n'engage pas d'action collective contre eux¹⁶. A l'inverse, la création de marché de gros est plus visible et donc plus problématique : elle fait l'objet d'une appropriation conflictuelle.

Le caractère culturel, politique, des associations de Chiliens à Bariloche ne soulève pas les mêmes enjeux que dans les périphéries maraîchères de Buenos Aires : les conflits eurent lieu avant la création des associations, contre « la communauté chilienne ». Jusqu'à la fin des années 1970, les Chiliens s'étaient installés de façon parfois informelle dans les espaces de la ville, notamment près du lac. Le gouvernement municipal¹⁷ les força à évacuer le centre en les menaçant avec des bulldozers, action soutenue par les personnes les plus aisées de Bariloche, au nom « de la vue des touristes ». Les Chiliens furent alors réinstallés de force et reçurent en guise de terrain la zone d'Arrayanes, 34 ha anciennement occupés par un dépotoir d'ordures. Ils purent aussi s'installer dans le cordon le plus périphérique de Bariloche, dans des zones où l'altitude est élevée et les pentes très fortes, ce qui occasionne des chutes de neige et des conditions climatiques plus dures que dans le reste de la ville. Au-delà de la xénophobie, il y avait aussi à ce moment-là un enjeu économique : les espaces du centre ville dédiés au tourisme avaient une valeur immobilière bien plus intéressante que les terrains inhabilités des périphéries. C'est ensuite grâce aux associations de voisinage que le contact fut rétabli avec les autorités locales : dans le cas des Chiliens, les associations servirent de médiatrices. Aujourd'hui, les cérémonies et fêtes organisées par les associations chiliennes ou boliviennes sont ouvertes à tous, habitants de la ville et du quartier. Dans la pratique toutefois, ces événements ont lieu dans une certaine indifférence. Les autorités locales y sont toujours présentes pour faire un discours, mais les Argentins participent peu, sauf par exemple à Bariloche, pour acheter les *empanadas* chiliennes, différentes des *empanadas* argentines.

Une association parmi d'autres : l'insertion dans des réseaux locaux

C'est en observant les processus sur le long terme que l'on peut constater si les conflits sont dépassés, si les associations ont favorisé les relations des individus migrants avec la société argentine et la construction de territoires mixtes.

La visibilité des associations auprès des autorités leur donne une marge d'action plus importante. Les associations s'invitent entre elles, ce qui crée des « réseaux d'associations », et au-delà, des territoires chiliens ou boliviens en réseau : par exemple, le Cercle chilien prêle son siège à la Commission Salvador Allende, même si tous, au Cercle ne sont pas socialistes ; à Buenos Aires, les dirigeants des marchés et leurs membres participent au reste des activités (sportives, culturelles...) de la communauté. Mais le statut d'association leur donne surtout l'opportunité de développer des relations qui vont au-delà du cercle communautaire initial. Ainsi, les associations chiliennes de Bariloche sont invitées aux événements donnés par la municipalité. Comme Bariloche est une ville intermédiaire, les activités réalisées par les organisations locales arrivent aux médias locaux (radio, télévision) : la formation d'une association est une carte de visite pour que leurs activités soient diffusés auprès de tous les habitants. De la même manière, en 2000 a été créée la Fédération des Associations horticoles de la province de Buenos Aires (*Federación de Asociaciones Hortícolas*). Son but est

¹⁶ Les Argentins acceptent une situation où personne d'autre ne ferait le travail à la place des Boliviens.

¹⁷ A cette époque, le gouvernement national était militaire.

d'engendrer un pouvoir collectif pour représenter les intérêts du secteur maraîcher et de ses organisations, et participer à la prise de décisions politiques et économiques dans les domaines de la production et commercialisation des légumes. L'enjeu des associations boliviennes qui y participent n'est plus la communauté mais le secteur économique dans lequel elle s'insère. Leur entrée dans ce type de structures décisionnelles est l'occasion d'une reconnaissance de leur travail dans le secteur maraîcher.

Surtout, alors que les associations furent créées sur la base d'une communauté de migrants pour répondre à leurs problèmes spécifiques, leur action s'est aujourd'hui déplacée des individus au territoire. A Escobar par exemple, sur la base du projet agricole « *cambio rural* », ont été menées d'autres actions. L'association réalisa un diagnostic de la zone pour recenser les problèmes : les questions de travail au noir et de clandestinité, les vagues de violence, les conflits entre les instances directionnelles. La Collectivité d'Escobar mit alors en place des actions sociales, telles un potager communautaire, des cantines pour les enfants, un four communautaire pour cuire du pain. Elle participa aussi à l'amélioration des conditions de vie du quartier : goudron sur les routes en terre, nouvelles places de parkings pour les camions, création d'une garderie d'enfants, circuits d'évacuation des eaux. Enfin, elle construisit d'autres infrastructures pour diversifier les activités de la zone, comme un espace pour les grillades, ou un terrain de football... Les travaux ont été réalisés au nom de la Collectivité bolivienne d'Escobar, mais les usagers ne sont pas (officiellement) « les Boliviens » ou « les descendants de Boliviens » : ce sont les habitants de la zone, ce qui témoigne d'une implication dans la vie locale de la communauté bolivienne. De même, à Morón, le marché créé et dirigé par la communauté bolivienne n'empêche pas la présence de 20% de commerçants argentins (Photo 3c). A Bariloche, les associations de voisinage fonctionnent aussi sur ce principe territorial : leur étude invite à prendre en compte le facteur temps pour comprendre l'appropriation des lieux. Ces associations furent les actrices principales pour tempérer les relations entre les migrants chiliens et les autorités dans les années 1970 : leur action s'avéra efficace pour aménager ou obtenir des aménagements dans ces périphéries nouvellement mises en valeur. Vingt ans après, personne ne viendrait demander à ce que les Chiliens de ces quartiers soient délogés. De la même manière, il leur était reproché à l'époque de « prendre le travail au Argentins » alors qu'ils s'inséraient dans le secteur de la construction. Aujourd'hui, ils ont conquis ces espaces professionnels symboliques et sont reconnus pour la qualité de leurs prestations. Cette conquête des lieux physiques et symboliques s'est faite silencieusement et sur une vingtaine d'années, accélérée parfois grâce au soutien des associations. On peut penser que d'ici 2030, les conflits et rancoeurs des habitants des périphéries maraîchères se seront aussi calmés envers les Boliviens et leurs descendants. On retrouve ici les « générations d'associations » décrites pour les associations françaises : le temps des pères pour l'assistance à la communauté, le temps des fils avec l'idée d'une intégration à tout prix¹⁸, et le temps des frères où l'aide aux jeunes générations, quelle que soit leur origine, est plus importante (Mégevand, 1999). Il y a un déplacement du rôle de la communauté vers un « agir public local » (Ion, 1999) : ces associations, à l'origine de migrants, prennent le même rôle que les associations argentines. Elles sont là –entre autres– pour combler les insuffisances de l'Etat en termes de politique sociale, notamment depuis la crise de l'année 2001.

Conclusion

Les associations des Chiliens à Bariloche et des Boliviens à Buenos Aires ont donné aux migrants limitrophes une double visibilité intra et extracommunautaire. Elles sont d'abord un espace où ils se reconnaissent entre eux, se mettent en scène selon des codes communs, et

¹⁸ Cette deuxième étape est peu présente dans les deux cas étudiés.

partagent des intérêts et projets propres à leur communauté. Mais elles forment surtout un cadre représentatif qu'ils avaient perdu en quittant leur pays : les associations font office de représentants auprès de la société et des autorités argentines, et leur permettent de faire valoir certains droits élémentaires auxquels ils ne pourraient avoir accès individuellement. A chaque étape de l'ancrage des migrants en Argentine sont employés des réseaux différents, individuels et familiaux, professionnels, caractérisés dans les cas étudiés par leur matérialisation à l'échelle régionale. L'organisation en association ne va pas de soi : les mécanismes de construction étudiés ont montré les conflits qui existent à l'intérieur comme à l'extérieur des communautés, les difficultés à se faire accepter par la société d'accueil. Mais la construction de réseaux formels engage une territorialisation plus forte : une visibilité accrue face à la société réceptrice, des lieux qui leur sont propres, des installations (logements, structures économiques) qui légitiment leur implantation sur le long terme. Les associations, chaque jour un peu plus ouvertes à la fois à l'espace local et aux instances décisionnelles supérieures, transforment les migrants en acteurs de la construction des espaces urbains et périurbains des villes - au même titre que les Argentins. Au-delà de ces logiques récurrentes, on remarquera toutefois que les réseaux tendent à rester propres à chaque communauté de migrants limitrophes : alors que les liens paraissent se renforcer avec la société argentine, ces associations n'ont inversement pas créé plus de liens, de dialogue ou de solidarité entre les communautés chiliennes et boliviennes.

Carte 1 : Localisation des zones d'étude

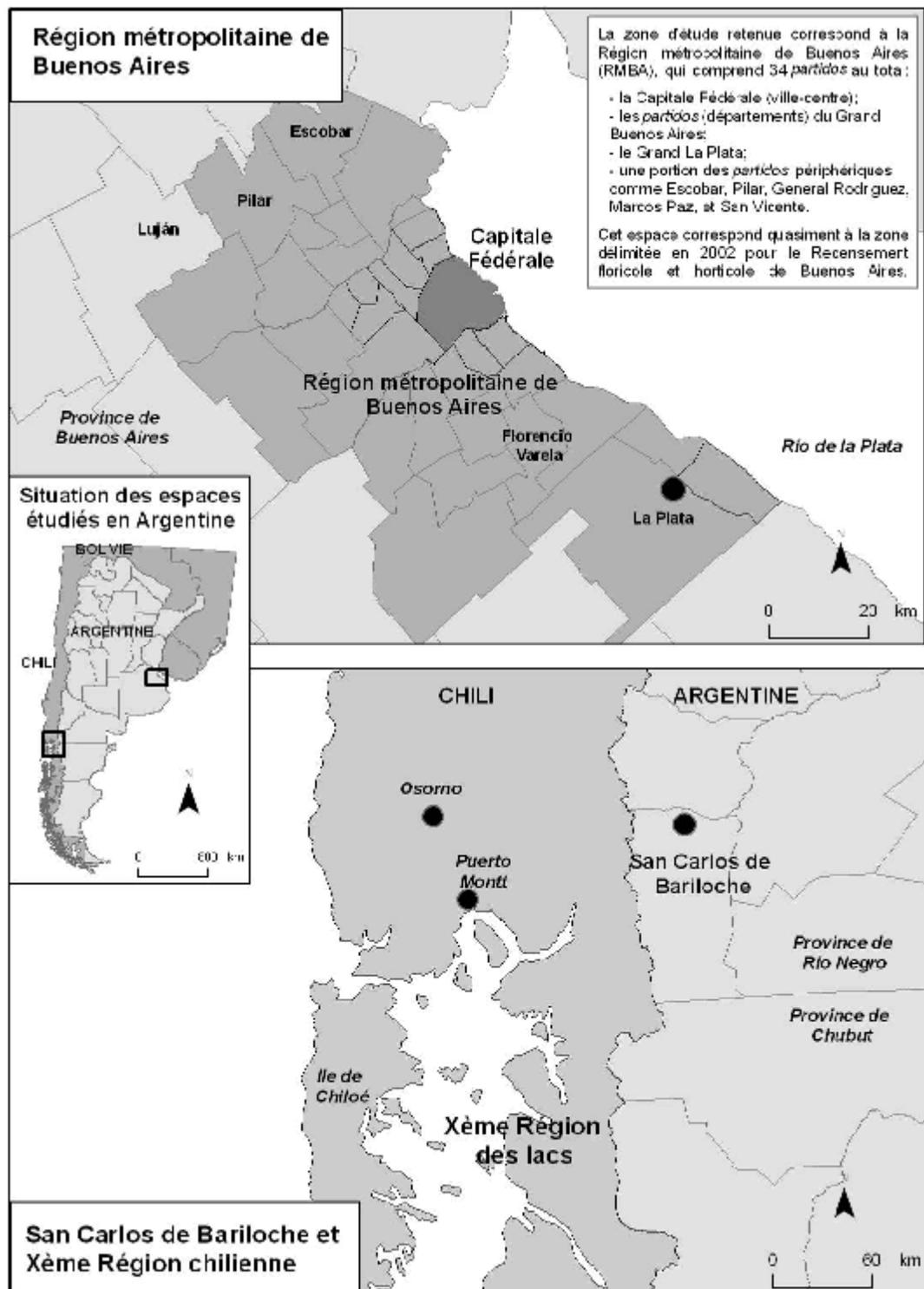


Tableau 1 : Part des Chiliens à San Carlos de Bariloche et des Boliviens à Buenos Aires en 2001

San Carlos de Bariloche		Buenos Aires (Capitale Fédérale et Grand Buenos Aires)	
Population totale	93.101 hab.	Population totale	11.460.600 hab.
Population étrangère totale	10.298 hab.	Population étrangère totale	919.505 hab.
Population chilienne	8.461 hab.	Population bolivienne	119.114 hab.
% de population chilienne sur le total de la population	9,09 %	% de population bolivienne sur le total de la population	1,02 %
% de population chilienne sur le total des étrangers	81,14 %	% de population bolivienne sur le total des étrangers	13 %

Source : INDEC, Censo Nacional de Población, Hogares y Viviendas 2001

Photo 1a et b : Marquer l'espace de l'association : couleurs chiliennes, couleurs boliviennes

a. Lever de drapeau après la floraison du monument au Général San Martín,
San Carlos de Bariloche,
Fêtes de La Ramada, 2006.

Après la floraison du monument, les membres de la commission du Cercle Chilien Gabriel Mistral lèvent le drapeau chilien. Le lac Nahuel Huapi au fond et l'« Hôtel Chamonix » au second plan indiquent que la scène a lieu en plein centre touristique de Bariloche, renforçant ainsi la visibilité de la communauté chilienne de la ville.



b. Entrée du marché de gros de fruits et légumes de la Collectivité bolivienne,
Escobar, 2006.

La grille d'entrée du marché, peinte aux couleurs du drapeau bolivien (rouge, jaune, vert), indique clairement l'origine des dirigeants de l'association qui a créé le marché. Au second plan, un premier bâtiment est lui aussi peint aux couleurs boliviennes, tandis que l'on voit à l'arrière plan à gauche les camions qui déchargent leurs produits, et à droite des champs de cultures maraîchères. La fermeture de la grille rappelle l'appropriation privée des lieux.

Photo 2a et b : S'approprier le lieu

a. Groupe de danse Estribos, Cercle Chilien Gabriela Mistral, Fêtes de La Ramada, 2007.

Les danseuses du premier plan appartiennent au groupe Estribos, venues depuis la ville chilienne de El Frutillar comme invitées pour la fête de la Ramada. Elles portent des costumes typiques des danses folkloriques chiliennes. La photo est prise au siège du Cercle Chilien Gabriela Mistral, dans le centre commercial de Bariloche. A l'arrière plan, à gauche le drapeau argentin, à droite le drapeau chilien, et entre les deux, une guirlande de drapeaux chiliens dominant la photo de Michelle Bachelet, présidente du Chili. Insignes chiliens et argentins se mêlent lors d'un événement où la visibilité des Chiliens est maximale.



b. Entrée de l'administration du marché de Morón, 2006.

Au coeur du marché, sur la porte d'entrée de la partie administrative, est affichée la photo de campagne présidentielle d'Evo Morales, actuel président de la Bolivie, rappelant l'origine et les tendances politiques des Boliviens qui ont créé l'association.



Photo 3a, b et c : Chiliens, Boliviens, Argentins : les échanges



a. Entrée d'un autre marché de gros, Escobar, 2006

L'écriteau sur la grille d'entrée du marché « Défense d'entrée, Propriété privée, La Communauté bolivienne » rappelle que les échanges ne sont pas toujours faciles entre les associations boliviennes et les voisins argentins de la zone où elle s'implante. Suite aux plaintes de certains habitants (violences, travail au noir...), la municipalité a dû fermer ce marché, qui a la réputation, comme l'indiquerait la photo, d'être dirigé par une association « très fermée ».

b. Vente d'empanadas chilienne au Cercle Chilien Gabriela Mistral, 2007

Autorités et habitants de Bariloche, tous sont invités lors des fêtes de La Ramada. Pour les Argentins (à droite du bar), c'est l'occasion d'acheter des empanadas chiliennes, cuisinées par les Chiliens. Si la communauté chilienne est connue à Bariloche, ce moment constitue l'un des rares échanges entre les sociétés chilienne et argentine.



c. Marché de gros, Morón, 2006.

Ce grand hangar est l'un des marchés de gros ouverts par les Boliviens, ici par la Coopérative Dos de Septiembre dans le département de Morón. Les couleurs de l'inscription « Mercado mayorista frutihortícola Saropalca » reprennent celles du drapeau bolivien (rouge, jaune, vert), peint sur la droite et la gauche de l'inscription, entremêlé au drapeau argentin (bleu ciel, blanc avec un soleil doré, bleu ciel). Ces drapeaux rappellent l'échange entre les Boliviens et les Argentins qui s'effectue à travers la vente de fruits et légumes, et la présence de 20% de commerçants argentins dans le marché.



Références bibliographiques

Baeza Brígida, "Asociacionismo e integración de los migrantes chilenos en Comodoro Rivadavia, (Chubut)", dans Cohen Néstor, Mera Carolina (eds.), *Relaciones interculturales: experiencias y representación social de los migrantes*, Buenos Aires (Argentine), Antropofagia, 2005, pp. 38-57.

Benencia Roberto (ed.), *Área Hortícola Bonaerense - Cambios en la producción y su incidencia en los sectores sociales*, Buenos Aires (Argentine), La Colmena, 1997a, 279 p.

Benencia Roberto, "De peones a patronos quinteros. Movilidad social de familias bolivianas en la periferia bonaerense", *Estudios migratorios latinoamericanos*, n°35, 1997b, pp.63-101.

Benencia Roberto, "Trabajo y prejuicio. Violencia sobre inmigrantes bolivianos en la agricultura periférica de Buenos Aires." *Revue européenne des migrations internationales*, Vol.20, n°20, 20, 2004, pp.97-118.

Capron Guénola, Cortès Geneviève, Guétat-Bernard Hélène, *Liens et lieux de la mobilité : ces autres territoires*, Paris, Belin, Mappemonde, 2005, 343 p.

Celton Dora E., "Plus d'un siècle d'immigration internationale en Argentine", *Revue européenne des migrations internationales*, Vol.11, n°2, 11, 1995, pp.145-163.

Cortès Geneviève, "Les Boliviens à Buenos Aires : présence dans la ville, repères dans la ville", *Revue européenne des migrations internationales*, n°17, 2001, pp.119-146.

Domenach Hervé, "¿Hay Teoria de las Migraciones?" Conferencia Plenaria I Congreso Argentino de Estudios sobre Migraciones Internacionales y Políticas Migratorias y de Asilo, Buenos Aires, Argentine, 2006.

Dupuy Gabriel, "Géographie et économie des réseaux", *L'Espace géographique*, n°3, 1993, pp.193-207.

Gaye Petek-Salom, "L'organisation communautaire, du commerce aux associations", n°1212, 1998, pp.88-101.

Giusti, Alejandro, "Migraciones internacionales en Argentina: la comunidad chilena desde una perspectiva más visible", VII Jornadas Argentinas de Estudios de Población, Asociación de Estudios de la Población Argentina (AEPA), Sesión B.6, Procesos de movilidad territorial y Distribución Territorial de la Población, 2005, Tandil.

Guarnizo Luis E., Smith Michael P., "The locations of transnationalism", dans Guarnizo Luis E. , Smith Michael P. (eds.), *Transnationalism from below*, New Brunswick, New Jersey, Transaction Publishers, Comparative urban community research, Vol.6, 1998, pp. 3-34.

Hily Marie-Antoinette, Berthomière William, Mihaylova Dimitrina, "La notion de "réseaux sociaux" en migration", *Hommes et migrations*, n°1250, 2004, pp.6-13.

Ion Jacques, "Injonction à participation et engagement associatif", *Hommes et migrations*, n°1217, 1999.

Le Gall Julie, "Quand les migrants construisent des territoires : Le marché de gros de la Matanza, nouveau territoire bolivien de Buenos Aires", Second Congrès bisannuel du GIS Amérique latine, Rennes, 2007.

Massey Douglas S. et al., "Theories of international migration: a review and appraisal", dans Cohen Robin (ed.), *Theories of migration*, Cheltenham, Royaume Uni UK, Elgar reference collection (International library of studies on migration), 1, 1996, pp. 181-218.

Matossian Brenda, *La inmigración chilena en San Carlos de Bariloche desde una perspectiva urbana y sociodemográfica*, Tesis de Licenciatura en Geografía, Universidad del Salvador, Buenos Aires, 2003, 137 págs (inérito).

Matossian Brenda, "Historias de laburantes y laburantas, la historia de Sergio Lemus Mansilla", *Diario El Cordillerano*, San Carlos de Bariloche, 31 de enero y 1 de febrero 2008.

Matossian Brenda, "Segregación urbana y construcción de identidades: el caso de los migrantes chilenos en San Carlos de Bariloche", Conferencia Internacional Aspectos Culturales en las Geografías Económicas, Sociales y Políticas, Unión Geográfica Internacional, Comisión "La Aproximación Cultural en Geografía", Universidad de Buenos Aires, Universidade Federal Fluminense – Brasil, 2007.

Mégevand Francie "Participation des habitants : de l'expression des différences à l'enjeu de cohésion sociale", *Hommes et migrations*, n°1217, 1999, pp.95-106.

Nussbaumer Beatriz, "La emergencia de experiencias organizativas en el Área Hortícola Bonaerense a partir de la década de los '80." dans Benencia Roberto (ed.), *ONGs y Estado : experiencias de organización rural en Argentina*, Buenos Aires, La Colmena, 2002, pp. 65-88.

Portes Alejandro, "Inmigración y metrópolis. Reflexiones acerca de la historia urbana", *Revista Migraciones Internacionales (Colegio de la Frontera Norte-México)*, Vol.1 n°1, 1 2001, pp.111-134.

Santillo Mario Miguel, "Las organizaciones de inmigrantes y sus redes en Argentina", Disponible à l'adresse <www.eclac.org/celade/proyectos/migracion/Santillo.doc>. Accès en Décembre 2007.

Sassen Saskia, *La ciudad global: Nueva York, Londres, Tokio*, Buenos Aires, Eudeba, 1999, 458 p.

Sassone Susana M., "Espacios de vida y espacios vividos. El caso de los inmigrantes bolivianos en el Area Metropolitana de Buenos Aires", dans Salman Ton, Zoomers Annelies (eds.), *The Andean exodus. Transnational Migration from Bolivia, Ecuador and Peru*, Amsterdam, Hollande, CEDLA (Centrum voor Studie en Documentatie van Latijns-Amerika)– Vrije Universiteit, 2002a, pp. 91-121.

Sassone Susana M., *Geografías de la exclusión, inmigración limítrofe indocumentada en la Argentina ; Del sistema mundo al lugar*, Thèse de doctorat, Mendoza, Faculté de philosophie et lettres, Université de Cuyo, 2002b, 745 p.

Sassone Susana M., Cortès Geneviève, V. Bertone de Daguerre Celia, Capuz Silvia M., Jáuregui G., Matossian Brenda, Jiménez Laura, Cayo Fernandez E., "Familia, migración y transnacionalización: territorialidades emergentes entre Bolivia y la Argentina", *Signos Universitarios, Revista de la Universidad del Salvador, Buenos Aires*, Vol.23, n°40, 23, 2004, pp.15-39.